

Would Urban Forum 9 (WUF9)

Allocution de Monsieur Abdessamad SEKKAL, Président du Conseil de la Région de Rabat-Salé-Kénitra et de l'ORU-FOGAR, à

Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux

World Assembly of Local and Regional Governments

Grand Ball Room 2, Kuala Lumpur Convention Center (KLCC au Sommet des jeudi 8 février 2018 à 11h00

Mesdames et Messieurs,

Honorable assistance,

C'est avec un grand honneur et intérêt que j'assiste à cette Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux à Kuala Lumpur à l'occasion de l'organisation de la 9ème session du forum mondial urbain, et qui est (l'assemblée) considérée comme la voix commune des dirigeants locaux et régionaux à travers le monde.

Je voudrais de prime abord remercier toutes les autorités du Gouvernement de la Malaisie et de la Ville de Kuala Lumpur, ainsi que tous ceux qui ont participé à l'organisation de cet évènement.

Pour l'Organisation des Régions Unies « ORU-Fogar », les trois agendas internationaux à savoir le « Nouveau Programme pour les villes », l'Agenda 2030 pour le développement durable, et l'Accord de Paris sur la lutte contre le réchauffement climatique, sont des Agendas très importants et complémentaires.

En effet ces trois agendas ont évolué selon des processus relativement indépendants, et de manière parallèle. Mais tous les trois traitent de la Problématique générale relative à comment mettre en place des politiques publiques et des programme et processus de développement et d'aménagement des territoires à même d'assurer la durabilité dans toutes ses composantes et d'assurer un développement inclusive de toutes les populations et répondant à leurs besoins et leurs permettant l'accès aux différents services sociaux et autres.

Il s'agit d'objectifs qui ne peuvent être atteints que si on opère des changements très profonds dans les modèles et politiques de développement économique et territorial.

Et Ceci est une mission qui incombe en premier aux états et en second plan aux régions et gouvernements intermédiaires.

En effet, dans la majorité des pays du monde, la définition et la mise en œuvre des programmes de développement économique, de protection de l'environnement et la réalisation et la gestion d'un nombre important de services publics, inscrit dans les 3 agendas mondiaux et qui dépassent l'échelle de la ville, sont, de manière générale, des compétences des régions et gouvernements intermédiaires.

Et pour que ces programmes puissent permettre d'atteindre les Objectifs des trois agendas, ils doivent impérativement être construits selon une approche territoriale intégrée et concertée. Et il est évident que l'échelle territoriale la plus appropriée pour assurer cette approche et assurer la convergence et la territorialisation des politiques publiques est l'échelle régionale.

C'est dire le rôle crucial que doivent jouer les régions et gouvernements intermédiaires pour l'atteinte des objectifs des trois agendas.

C'est pourquoi nous avons à l'ORU-FOGAR à l'occasion de l'organisation de l'HABITAT III en 2016, à Quito insisté sur l'importance qui doit être accordé aux régions dans la mise en œuvre de l'Agenda Urbain et nous le confirmons aujourd'hui à Kuala Lumpur:

- *Nous vivons dans un monde où le phénomène urbain devient de plus en plus complexe et les fonctions urbaines de plus en plus éclatées, à telle point que les limites entre l'espace urbain et rural deviennent insaisissables, notamment dans les territoires à forte urbanisation et les grandes conurbations ;*
- *Les modèles économiques qui doivent être mis en place dépasseraient certainement le niveau de la ville et de l'économie urbaine ;*
- *La durabilité environnementale, sociale et culturelle se construit sur des échelles territoriales à géométrie variable selon les situations. Ce qui est certains c'est que se sont des géométries plus grandes que celles des villes et zones urbanisées.*

Certes le nouvel Agenda Urbain insiste sur l'approche territoriale globale et sur la complémentarité entre les différents niveaux de la gouvernance des territoires, mais nous estimons que le rôle des régions

et gouvernements intermédiaires mérite d'être mis en évidence davantage.

Je rappelle aussi que j'ai l'honneur de participer à l'Assemblée mondiale des gouvernements locaux et régionaux lors de la COP22 de Marrakech. A cette occasion, j'avais attiré l'attention sur le fait que les accords conclus à la COP 21 mettaient des engagements importants à la charge des régions et gouvernements intermédiaires en matière de lutte contre le changement climatique, alors que ces entités ne disposent en moyenne que de moins de 9% des ressources financières des Etats !

Comme mentionné ci-dessus, j'avais expliqué comment leur rôle est déterminant, eu égard à leurs compétences, dans la mise en œuvre des engagements pris à Paris pour faire face au changement climatique et assurer la résilience des territoires. En tant qu'ORU-Fogar, nous devons exprimer, pourtant, notre scepticisme par rapport au rôle effectif qu'ils auraient s'ils continuent à disposer de pourcentages d'un seul chiffre du budget général des Etats. J'avais aussi insisté sur la nécessité de faciliter aux régions et gouvernements intermédiaires, surtout dans les pays en développement, d'avoir un accès plus facile et importants aussi mécanismes et fonds de financement adoptés à Paris.

Et avant de terminer mon intervention, je voudrais féliciter toutes les régions qui, malgré les moyens très limités et insuffisants dont elles disposent ont commencé à faire du nouvel Agenda Urbain, un agenda régional !

Je voudrais aussi assurer que l'ORU FOGAR considère la mise en œuvre de cet agenda l'une de ses priorités et travaille en concertation avec ONU Habitat pour assurer un plus grand engagement de toutes les régions membres de l'ORU FOGAR pour l'atteinte des objectifs de cet Agenda.

Au terme de cette brève communication, je souhaite le plein succès aux travaux de cette assemblée et je vous remercie de votre attention.

Abdessamad SEKKAL,

Président de l'ORU-FOGAR